

QUATRIÈME LETTRE ⁽¹⁾...

L'un des plus grands services rendus par l'utilitarisme bourgeois, ai-je dit, c'est d'avoir tué la religion de l'État, le patriotisme.

Le patriotisme, comme on le sait, est une vertu antique née au milieu des républiques grecques et romaines, où il n'y eut jamais d'autre religion réelle que celle de l'État, d'autre objet de culte que l'État.

Qu'est-ce que l'État? C'est, nous répondent les métaphysiciens et les docteurs en droit, c'est la chose publique; les intérêts, le bien collectif et le droit de tout le monde, opposés à l'action dissolvante des intérêts et des passions égoïstes de chacun. C'est la justice et la réalisation de la morale et de la vertu sur la terre.

Par conséquent il n'est point d'acte plus sublime ni de plus grand devoir pour les individus, que de se dévouer, de se sacrifier, et au besoin de mourir pour le triomphe, pour la puissance de l'État.

Voilà en peu de mots toute la théologie de l'État. Voyons maintenant si cette théologie politique, de même que la théologie religieuse, ne cache pas sous de très belles et de très poétiques apparences, des réalités très communes et très sales.

Analysons d'abord l'idée même de l'État, telle que nous la représentent ses prôneurs. C'est le sacrifice de la liberté naturelle et des intérêts de chacun, individus aussi bien qu'unités collectives, comparativement petites: associations, communes et provinces, - aux intérêts et à la liberté de tout le monde, à la prospérité du grand ensemble. Mais ce tout le monde, ce grand ensemble, qu'est-il en réalité? C'est l'agglomération de tous les individus et de toutes les collectivités humaines plus restreintes qui le composent. Mais du moment que pour le composer et pour s'y coordonner, tous les intérêts individuels et locaux doivent être sacrifiés, le tout, qui est censé les représenter, qu'est-il en effet? Ce n'est pas l'ensemble vivant, laissant respirer chacun à son aise et devenant d'autant plus fécond, plus puissant et plus libre que plus largement se développent en son sein la pleine liberté et la prospérité de chacun; ce n'est point la société humaine naturelle, qui confirme et augmente la vie de chacun par la vie de tous; - c'est, au contraire, l'immolation de chaque individu comme de toutes les associations locales, l'abstraction destructive de la société vivante, la limitation, ou pour mieux dire la complète négation de la vie et du droit de toutes les parties qui composent tout le monde, pour le soi-disant bien de tout le monde: c'est l'État, c'est l'autel de la religion politique sur lequel la société naturelle est toujours immolée: une universalité dévorante, vivant de sacrifices humains, comme l'Église. - L'État, je le répète encore, est le frère cadet de l'Église.

Pour prouver cette identité de l'Église et de l'État, je prie bien le lecteur de vouloir constater ce fait, que l'une comme l'autre sont fondés essentiellement sur l'idée du sacrifice de la vie et du droit naturel, et qu'ils partent également du même principe; celui de la méchanceté naturelle des hommes, qui ne peut être vaincue, selon l'Église, que par la grâce divine et par la mort de l'homme naturel en Dieu, et selon l'État, que par la loi, et par l'immolation de l'individu sur l'autel de l'État. L'une et l'autre tendent à transformer l'homme, l'un en un saint, l'autre en un citoyen. Mais l'homme naturel doit mourir, car sa condamnation est unanimement prononcée par la religion de l'Église et par celle de l'État.

Telle est dans sa pureté idéale la théorie identique de l'Église et de l'État. C'est une pure abstrac-

(1) Genève, le 28 avril 1869. *Le Progrès* - 1^{er} mai 1869 - pp.2-3.

tion; mais toute abstraction historique suppose des faits historiques. Ces faits, comme je l'ai déjà dit dans mon précédent article, sont d'une nature toute réelle, toute brutale: c'est la violence, la spoliation, l'asservissement, la conquête. L'homme est ainsi formé, qu'il ne se contente pas de faire, il a encore le besoin de s'expliquer et de légitimer, devant sa propre conscience et aux yeux de tout le monde, ce qu'il a fait. La religion est donc venue à point pour bénir les faits accomplis et, grâce à cette bénédiction, le fait inique et brutal s'est transformé en droit. La science juridique et le droit politique, comme on sait, sont issus de la théologie d'abord; et plus tard de la métaphysique, qui n'est autre chose qu'une théologie masquée, une théologie qui a la prétention ridicule de ne point être absurde, s'est efforcée vainement de leur donner le caractère de la science.

Voyons maintenant quel rôle cette abstraction de l'État, parallèle à cette abstraction historique qui s'appelle l'Église, a joué et continue de jouer dans la vie réelle, dans la société humaine.

L'État, ai-je dit, par son principe même, est un immense cimetière où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle et locale, tous les intérêts des parties dont l'ensemble constitue précisément la société. C'est l'autel où la liberté réelle et le bien-être des peuples sont immolés à la grandeur politique; et plus cette immolation est complète, plus l'État est parfait. J'en conclus, et c'est ma conviction, que l'empire de Russie, c'est l'État par excellence, l'État sans rhétorique et sans phrases, l'État le plus parfait en Europe. Tous les États, au contraire, dans lesquels les peuples peuvent encore respirer, sont, au point de vue de l'idéal, des États incomplets, comme toutes les autres Églises, en comparaison de l'Église catholique romaine, sont des Églises manquées.

L'État est une abstraction dévorante de la vie populaire, ai-je dit; mais pour qu'une abstraction puisse naître, se développer et continuer d'exister dans le monde réel, il faut qu'il y ait un corps collectif réel qui soit intéressé à son existence. Ce ne peut être la grande masse populaire, puisqu'elle en est précisément la victime: ce doit être un corps privilégié, le corps sacerdotal de l'État, la classe gouvernante et possédante, qui est dans l'État ce que la classe sacerdotale de la religion, les prêtres, sont dans l'Église.

Et en effet, que voyons-nous dans toute l'histoire? L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque: classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise, - classe bureaucratique à la fin, lorsque, toutes les autres classes s'étant épuisées, l'État tombe ou s'élève, comme ou voudra, à la condition de machine; mais il faut absolument pour le salut de l'État qu'il y ait une classe privilégiée quelconque qui s'intéresse à son existence. Et c'est précisément l'intérêt solidaire de cette classe privilégiée qui s'appelle le *patriotisme*.

Michel BAKOUNINE.
